

**Arabie saoudite - Liban - Iran -
Syrie - Conférence de presse
conjointe de M. Jean-Yves Le
Drian, ministre de l'Europe et des
affaires étrangères, et de M. Adel
Al-Jubeir, ministre des affaires
étrangères saoudien - Propos de M.
Le Drian**
(Riyad, 16 novembre 2017)

Merci Monsieur le Ministre, Cher Ami. Je suis très heureux de me retrouver aujourd'hui en Arabie saoudite. Je dis me retrouver parce que c'est ma deuxième visite comme ministre des affaires étrangères. Cela doit être ma huitième visite comme ministre, puisque j'ai eu l'occasion de me rendre à plusieurs reprises ici, en Arabie saoudite, comme ministre de la défense. Cette visite s'inscrit dans un partenariat ancien, un partenariat solide et un partenariat que nous sommes déterminés à faire encore progresser. Lors des audiences que m'ont accordées sa Majesté le Roi et Son Altesse le Prince héritier, et au cours des échanges nourris que je viens d'avoir avec mon collègue et ami Adel Jubeir, nous avons identifié beaucoup de points de convergence sur les grandes questions du moment, comme sur notre vision de l'avenir.

Nous avons parlé du Liban et j'ai redit le souci de la France que ce pays garde sa stabilité, sa souveraineté, qu'il soit à l'abri des ingérences extérieures, et que les communautés qui le constituent soient respectées. Et nous souhaitons nous coordonner pour contribuer à un retour à la normale, que nous souhaitons le plus rapide possible après la démission du Premier ministre Hariri.

Nous avons parlé de la situation humanitaire au Yémen et des mesures à prendre pour que l'aide internationale parvienne au plus vite aux populations yéménites, qui en ont un besoin vraiment très urgent. La coalition menée par l'Arabie saoudite a pris des premières mesures, qu'il faut maintenant poursuivre et amplifier. Nous avons parlé des crises régionales et des moyens de coordonner notre action pour contribuer à leur résolution. Je pense en particulier à la situation en Syrie et en Irak, où la défaite annoncée de Daech est une immense satisfaction, mais crée aussi de nouveaux défis, notamment la recherche de solutions politiques durables et conformes aux aspirations des populations, dans toute leur diversité. Nous sommes en train de gagner la guerre, et il faut se préparer dès à présent à ne pas perdre la paix.

Nous avons aussi évoqué le rôle de l'Iran et les différents domaines dans lesquels les actions de ce pays nous inquiètent. Je pense en particulier aux interventions de l'Iran dans les crises régionales, cette tentation hégémonique. Et je pense à son programme balistique. L'accord nucléaire que la France a voulu, que la France a souhaité robuste et exigeant doit être préservé pour que le risque de prolifération soit contenu. Nous resterons très vigilants sur sa mise en oeuvre. Enfin, hier soir et ce matin - lors des entretiens que nous venons d'avoir - nous avons défini ensemble une méthode pour permettre à la France d'accompagner, dans le domaine économique en particulier, les réformes ambitieuses de la Vision 2030, et ainsi renforcer dans

ce domaine notre partenariat et le faire dans l'intérêt des deux pays. Cette méthode se mettra en oeuvre dès à présent pour atteindre des objectifs au début de l'année prochaine, lors de la visite qu'effectuera le Prince héritier en France.

Merci de ton accueil Cher Adel Jubeir, j'ai eu un grand plaisir d'être là auprès de toi aujourd'hui.

Q - Une question autour de M. Hariri qui a concentré toutes les préoccupations de ces derniers jours. Quand peut-on attendre le départ de M. Hariri d'Arabie saoudite ?

R - M. Hariri, que je verrai tout à l'heure, est invité en France avec sa famille par le président Macron. Il se rendra en France quand il le souhaitera et dès qu'il le souhaitera. Et il sera accueilli en ami.

Q - La France a invité la Russie et l'Iran à cesser les offensives en Syrie. Est-ce qu'il y a des efforts sincères pour l'arrêt de ces offensives et l'arrêt du programme de missiles balistiques en Iran ?

R - Sur la question syrienne, nous souhaitons bien évidemment que les combats cessent. Et il y a eu des initiatives prises à Astana visant à établir des zones de désescalade, où l'aide humanitaire pourrait parvenir rapidement. Nous souhaitons donc que cela puisse se mettre en oeuvre le plus vite possible. Et nous savons que les Russes et les Iraniens ont la capacité de faire pression pour que cela aboutisse. Ceci étant, il faut maintenant, je l'ai dit dans mon propos introductif, rentrer dans un processus de préparation de la solution politique. Une solution politique qui, à la fois, respecte l'intégralité de la Syrie, refuse sa dislocation, et qui respecte les différentes communautés qui constituent la Syrie. Et pour cela il y a un lieu, un instrument : c'est Genève et les Nations unies. Et il faut donc que l'ensemble des acteurs soit en situation de pouvoir aboutir à ce processus politique que nous avons développé et avec lequel nous sommes complètement en phase. Complètement./.